inforCadre

N° 316 - octobre 2021

NCK CNC

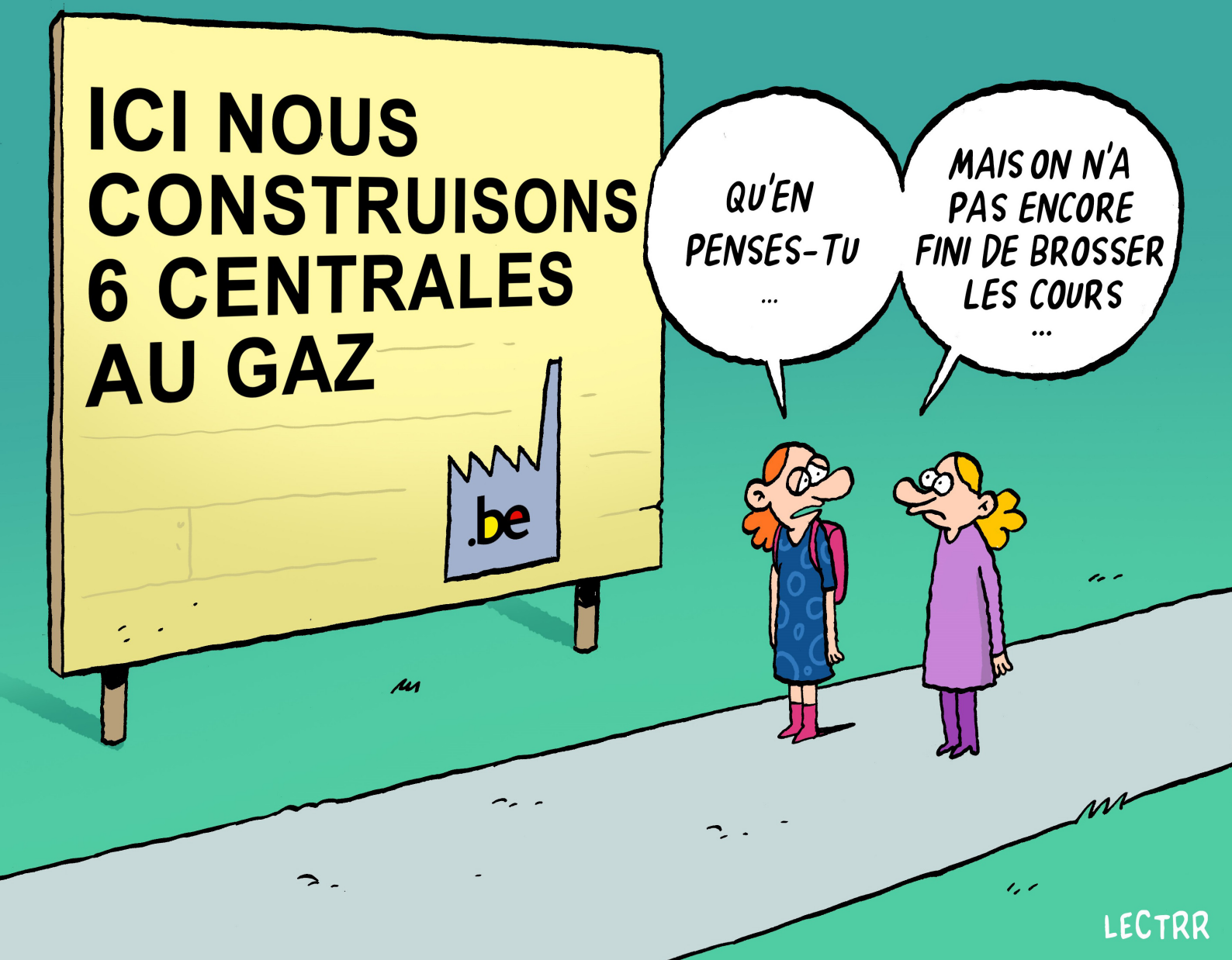
Belgique-België
P 201075
N° d'autorisation envoi clos
B 36

Dépot légal 1000 BRUXELLES X
Numéro d'agrégation: P201075

PUBLICATION D'INFORMATION TRIMESTRIELLE DE LA CONFÉDÉRATION NATIONALE DES CADRES

ORGANISATION REPRÉSENTATIVE DES CADRES RECONNUE PAR AR DU 26/11/1986 • BOULEVARD LAMBERMONT 171 BOÎTE 4, 1030 BRUXELLES

DÉBAT SUR L'ÉNERGIE



SOMMAIRE

2

Editorial: Un monde de défis et d'opportunités.

4

Stand up for nuclear !

5

Speech de Philippe Hendrickx : Stand up for nuclear !

6

WIN :Woman in nuclear

8

Nucléaire et taxonomie

12

Les partis politiques dans le débat social.

16

La CNC: données et faits

EDITORIAL
UN MONDE DE DÉFIS ET D'OPPORTUNITÉS

PAR PIERRE PIRSON, Président de la CNC

Après plus d'un an de torpeur, notre pays, ses entreprises et ses citoyens se sont remis en marche comme la plus grande partie du reste du monde d'ailleurs.

Et nous entrons dans une période de changement avec ses défis et opportunités.

En entreprise d'abord, nous sommes maintenant dans un monde de pénurie. On parle souvent du problème des puces électroniques mais ceci n'est que la pointe de l'iceberg. Par exemple, la pénurie de personnel : Le nombre de postes vacants n'a jamais été aussi élevés. Au deuxième trimestre 2021, il y avait plus de 170 000 emplois vacants soit près de 4,2% des emplois en entreprise. Autant vous dire que votre patron doit plutôt s'inquiéter de garder votre talent.

Il y a aussi le problème des matières premières et de l'énergie dont les prix explosent. La faute à qui ? A la reprise ? A la banque centrale qui inonde le marché d'argent ? Ou à un défaut de prévision ? Je penche personnellement sur un défaut de prévision réaliste et le sujet de l'énergie en est une « belle » illustration. La crise se définit par une mauvaise allocation des ressources. Et comme nous le disions depuis un certain temps, la Belgique fait partie de ces pays qui allouent mal leur ressource. Soyons clair, les désordres liés au réchauffement climatique sont un risque que nous ne pouvons pas courir. Mais émettre moins de CO2 en remplaçant des centrales nucléaires par des centrales au Gaz est un non-sens scientifique, écologique et économique.

D'ailleurs de manière générale, remplacer un outil existant qui fonctionne et remplit sa mission par un nouvel outil est une aberration. La seule chose qui reste pour démanteler est la peur du nucléaire et de ses déchets, pour lesquels , la Belgique avec Myrrha et ses acteurs industriels est à la pointe de la solution à venir. Les politiques s'en sont d'ailleurs rendu compte récemment en voulant créer une filière du démantèlement nucléaire. Ils sont compris que nous avons l'expertise mais ils n'ont pas encore compris ou se trouve notre avenir. Mais je garde l'espoir, la situation actuelle, impensable

il y a encore quelques mois, montre que la CNC a eu raison de défendre nos outils , notre emploi et nos économies et que la roue peut encore tourner. Au niveau politique, la rentrée a vu le retour de dossiers chauds

- Les pensions où notre revendication de ne pas toucher à la fiscalité du deuxième pilier semble respectée. Il faut toutefois noter que le gouvernement semble plus enclin a creuser le problème des pensions du premier pilier qu'à le résoudre.

- La réforme du marché du travail avec le sujet, combien important, des fins de carrière, de la mobilité de l'emploi.

Un sujet intéressant sera le mélange de la problématique du télétravail et de la mobilité. Le simple exemple de l'abonnement de transport en commun montre le besoin d évolution. Sur tous ces sujets, la CNC contrôlera l'évolution et défendra vos intérêts.

Des opportunités !

Comme toute crise, le confinement a permis de refaire la part des choses entre ce qui est important et l'est moins. Grace à ma carrière à l'internationale, je savais déjà qu'il était important de créer l'esprit d'équipe en présentiel mais qu'une fois celui-ci installé, il est possible de travailler sans contact direct pendant des périodes assez longues. Les entreprises sont confrontées à des travailleurs qui , pour un grand nombre, ne voudront plus revenir à temps plein en entreprise.

Par exemple, plusieurs dizaines de nos représentants en entreprise suivent actuellement en heures décalées une formation de 13 soirées en droit social en coopération avec une haute école de la capitale. Organiser ceci il y a deux ans aurait été impensable : la haute école n'aurait pas été habituée à organiser des cours à distance, nombre d'entre nous auraient trouvé impossible de suivre tant de modules à distance ,… . Organiser ceci fut pour moi un certain stress mais qui promet d'être largement remboursé car les premiers retours sont extrêmement positifs. Un exemple d'une opportunité d'un nouveau monde qui réalise un investissement important dans la qualité de vos représentants, car c'est un des objectifs

Pierre Pirson, président de la CNC

STAND UP FOR NUCLEAR !

PAR ROLAND GLIBERT, DÉLÉGUÉ GÉNÉRAL CNC

La CNC était présente aux cotés de différentes ONGs(100tWh, Horizon 238,WeCare,…) qui organisaient cette manifestation pour le maintien du nucléaire et la préservation du climat le 11 septembre à Bruxelles .Notre Vice-Président Philippe Hendrickx et Président de la Fédération de l'Energie de la CNC a exprimé la position des travailleurs du secteur face à la menace de la fermeture des centrales nucléaires belges. Vous trouverez le contenu de son intervention dans l'Inforcadre.

La manifestation a rassemblé plus de 200 personnes de différents pays . Des intervenants du Royaume-Unis, de Hollande, d'Allemagne, de France,de Suède, de Finlande , d'Estonie, des Etats-Unis,de Pologne, de Corée du Sud et même d'Italie ont décrit la situation dans leur pays Ils ont lancé un appel à l'Union Européenne pour le maintien des centrales nucléaires comme producteurs d'électricité qui ne produisent pas de gaz à effet de serre et qui donc sont les plus respectueuses du climat.

Les » ours blancs » présents en nombre à la manifestation ont pu se rassurer pour leur futur et ont dansé sur des musiques et des chants entonnés par l'assistance .

Les prochains Stand Up for Nuclear seront organisés en France le 25 septembre à Lyon et le 9 octobre à Paris

SPEECH DE PHILIPPE HENDRICKX STAND UP FOR NUCLEAR !

PAR: PHILIPPE HENDRICKX, VICE-PRÉSIDENT CNC, PRÉSIDENT DE LA FÉDÉRATION DE L'ÉNERGIE DE LA CNC

Dear colleagues, dear friends,

I'm speaking to you today as the president of the Belgian Energy Federation of the National Confederation of Managers (CNC-NCK). 95% of the managers working on the two nuclear sites are members of our Trade union.

Belgium has a world wide know-how in the nuclear industry. We are asking today to our government to change his crazy plan, to stop the nuclear phase-out and to abolish the law of 2003.
Why do we ask that?

Almost 50% of our consumption of electricity is covered today by nuclear energy representing 75% of low carbon generation of electricity.

Phase-out between 2022 and 2025 means 4 huge consequences on the Belgian economy:

- Higher carbon emission with bad effects on other European countries
- 7.000 high level jobs will disappear in 7 years
- Almost 30% of our electricity will be imported from foreign countries which means a problem of security of supply.

A higher electricity price for private and industrial consumers affecting our economy efficiency.
Therefore our two nuclear plants have to produce electricity after 2025 and Belgium has to build new nuclear capacities to be available in 2035-40 to manage the energy transition and decreasing of carbon emissions.

We have the engineers, we have the skills, it is a question of political will!

Stand up for Belgian Nuclear !

WIN: WOMAN IN NUCLEAR

PAR PASCALE LOBÉ : FEMMES CADRES CNC

Fondamental pour booster une carrière, le réseau.Vous faites partie d'un réseau de femmes ? Votre témoignage est clé !

Si les réseaux vivent naturellement au masculin, les femmes auraient tendance à y consacrer une priorité moindre. Le réseautage est pourtant vital dans une carrière professionnelle. La mixité des carrières, par la complémentarité des atouts des hommes et des femmes, est quant à elle fondamentale pour accroitre la richesse du management au sein d'une entreprise.

Certaines d'entre nous s'emploient à booster les réseaux au niveau féminin, l'objectif étant de faciliter les contacts, les échanges, le coaching, la formation, … afin de développer les connaissances, amplifier l'estime de soi, accroitre la visibilité,… dans un cadre convivial. En tant que femmes cadres, il nous appartient de faire vivre ces réseaux et à minima de les faire connaitre.

Je lance un appel à contribution pour que chaque inforcadres apporte une pierre à l'édifice dans la connaissance des réseaux de femmes qui nous entourent : Qu'en est-il dans votre entreprise ? Qu'en est dans votre secteur ? Faites-le nous savoir : assumons notre visibilité !

Être une femme dans un monde d'hommes dans le secteur nucléaire.

En grande première, je vous invite à parcourir, ci-après, l'interview de Rosana Buttiglione qui fut une des Lauréates de l'édition 2017 du prix Fem Energia du reseau WiN.

Photo 1 : Ingénieure civil, cheffe du département Maintenance et mère de 3 enfants, Rosana Buttiglione remporte le prix FEM'Energia qui met à l'honneur les femmes actives dans le monde du nucléaire.

Photo 2 : Rosana et 2 autres femmes reçoivent leur le prix FEM'Energia 2017 à Paris.

Pour WiN, Women in nuclear, une association de femmes travaillant dans le secteur nucléaire au niveau mondial, encourager les femmes à prendre leur place dans le monde du nucléaire reste un enjeu de taille. Soutenue par des acteurs majeurs du secteur, elle met chaque année à l'honneur, à travers le prix Fem Energia, 3 femmes qui se distinguent par leur parcours inspirant dans le monde de la production nucléaire. Le parcours professionnel et la perception de

Rosana, quant à la place des femmes dans le monde de l'industrie ont séduit le jury. C'est une grande fierté pour la Centrale de Tihange d'avoir vu une collègue remporter ce prix.

Rosana, comment êtes-vous arrivée à la Centrale nucléaire de Tihange ?

J'ai postulé à Tihange après avoir eu un « coup de foudre » avec l'énergie nucléaire lors de mes études d'Ingénieur Civil à l'Université de Liège. J'ai fait mes premiers pas dans cette industrie en tant que stagiaire, et ensuite j'ai postulé avec l'immense volonté d'être retenue. C'est absolument là que je voulais travailler. J'étais sur un petit nuage en recevant une réponse positive et je n'en suis jamais redescendue…

Ce n'est pourtant pas simple d'être une femme dans ce monde d'hommes…

Les entreprises à présence majoritairement masculine ne sont pas le reflet de la société. La façon de réfléchir des hommes et des femmes, leur sensibilité sont complémentaires. Les uns s'enrichissent des autres, et inversement. C'est toute l'entreprise qui bénéficie de cette complémentarité.
Je ne nie pas qu'il y existe des difficultés et qu'il peut arriver que l'on se heurte à des attitudes malveillantes. Néanmoins, majoritairement les relations sont sereines. Les hommes acceptent l'idée que c'est une femme qui les dirige et en ce qui me concerne je chapeaute aujourd'hui le département de la Maintenance, qui comprend quelque 400 personnes, dont une grand majorité d'hommes. Et cela se passe très bien !

Comment voyez-vous évoluer la place de la femme dans le monde de l'industrie ?

Au cours de plus de 20 années passées dans ce milieu, j'ai vu arriver de plus en plus de femmes ingénieures. Nous étions 2 ou 3 en 1999, nous sommes maintenant presque 20 pour pratiquement 200 ingénieurs au total. La proportion reste faible mais il est vrai qu'elle l'est également dans les filières d'études à vocation technique. Je pense que ce type d'études rebute les femmes car dans les esprits la parité n'existe pas encore parfaitement et certaines femmes pensent qu'il faut choisir entre la vie privée et la vie professionnelle. En ce qui me concerne j'ai 3 enfants. A aucun moment, il n'a été question pour moi de réduire mon temps de travail ou de changer de filière. A aucun moment je n'ai pensé que j'étais une mauvaise mère parce que je travaillais à temps plein.

Photo : Fascinée depuis 22 ans par la centrale nucléaire, Rosana y a assuré plusieurs responsabilités opérationnelles en Conduite et en maintenance des installations.

Qu'est-ce qui vous a poussé à présenter votre candidature au concours FEM'Energia ?

Je souhaite donner envie aux femmes qui hésitent ou qui manquent de confiance en elles de ne pas choisir entre une carrière professionnelle et leur rôle de mère. Être heureuse au travail n'est pas tabou, cela ne doit pas conduire à de la culpabilité ou à l'impression que ce sera au détriment de la maternité ou d'une vie de famille. Je souhaite humblement pouvoir inspirer d'autres femmes et qui sait peut-être un jour aurais-je la chance de côtoyer plus de femmes dans ce domaine technique.

Nucléaire et taxonomie

INTRODUCTION PAR : ROLAND GLIBERT, DÉLÉGUÉ GÉNÉRAL CNC

L'Union Européenne s'est dotée d'un plan de réduction des émissions des gaz à effet de serre qui devrait conduire à la neutralité carbone en 2050.

La commission a communiqué en 2018 son plan d'actions pour financer la croissance durable et a introduit en mars 2020 la notion de taxonomie, système de classification d'activités qui pouvait être considéré comme durable.La valeur de l'investissement annuel nécessaire pour financer la transition vers une économie durable est estimée à€ 350 milliards.

Cette classification comprenait les énergies renouvelables comme sources d'énergie décarbonée mais ne reprenait pas l'énergie nucléaire.

Un groupement de syndicats européens dont fait partie la CNC a considéré que le nucléaire doit être traité de la même manière que toutes les autres sources de production d'énergie décarbonée et a adressé un courrier en ce sens(letter from trade unions in the European nuclear sector) à la Présidente de la Commission Européenne Ursula Von der Leyen. La lettre est signée par des représentants de syndicats belges(CNC-NCK et CSC-ACV), français(CFE-CGC,CGT,FO),hongrois(EVDSZ),finlandais (TEK),roumain(SLEN 90) et bulgare(Nuclear Energy Federation)

Subject : letter from trade unions in the European nuclear sector

"Dear Mrs von der Leyen, dear President of the European Commission

As the European community is strongly aiming to achieve a better tomorrow and a sustainable energy production, we need a dialogue that includes the different energy sectors and where decisions are based on the best available scientific advice, are economically sustainable and socially just. This will help us fight climate change and put us in the lead of developing a green society with the European objective of carbon neutrality by 2050. This-low carbon energy transition must be a major political priority for Europe.

As representative trade union organisations of European employees from different EU Member States in the energy sector, we would like to draw your attention to the key role that nuclear power generation must be able to play in enabling Europe to achieve its objective of carbon neutrality, a priority of the Green Deal that you presented in December 2019. Our industry also has the merit of contributing to Europe's energy autonomy at a time when the European Commission is promoting the concept of strategic autonomy in which energy plays a key role.

Currently nuclear power provides almost half of the low-carbon electricity production in the European Union and this enables the non-emission of half a billion tonnes of CO2 emissions per year that would otherwise have been generated by high CO2 heavy energy production. In this context, new generation nuclear reactors will soon be connected to European electricity grids, others are already planned and the extension of existing nuclear reactors have become a priority for many Member States, such jointly recommended by the IEA and IEAE. At the same time, a new generation of small modular reactors with easier construction and diverse technological solutions is emerging, proving that the European nuclear industry is constantly innovating and developing new technologies. This is all the more important for the European Union's carbon neutrality as the wind and solar power, for example, need this kind of stable electricity production to complement low emission energy production and to ensure stability of the European electricity system. If nuclear power were to be discriminated in this context, then complementary energy production to renewables would remain based on fossil fuel sources. The IPCC has repeatedly reiterated that nuclear power is an indispensable part of the solution to the climate challenge.

It must also be recognized that clean energy and renewable energy is not enough when we are at the same time experiencing a leap in digitalisation and transport that will require an increased amount of electrical energy.

In this perspective, and because we are convinced that nuclear energy is indispensable for achieving Europe's climate objectives, we wish to draw your attention to the imperative of including nuclear energy in the European taxonomy project. This taxonomy, once implemented, should provide investors with reliable information on activities and technologies that contribute to sustainability objectives. However, while the expert group has acknowledged the decarbonised nature of nuclear power generation, it has so far denied access to sustainable finance under a DNSH (Do Not Significantly Harm) criterion for nuclear waste management. There is, however, an international consensus (USA, Japan, Canada, Russia, China, Finland, Sweden, France) on the solution of geological disposal and already advanced projects which, after decades of scientific research. This exclusion of nuclear power from the European taxonomy would have a strong impact not only on the European nuclear industry but also on all European industries using nuclear electricity, especially electro-intensive ones. This exclusion, if it were to be decided, would not meet the important criterion of technological neutrality. We therefore urge the European Commission to follow up on the possibility opened by the TEG to allow a fair assessment of nuclear energy with regard to the DNSH criteria and also to take into consideration that any delay in including nuclear power in the taxonomy would send a negative signal to the financial community and would not allow equity in access to funding and financial tools for European

recovery.

We are convinced that Europe's low-carbon energy transition cannot deprive itself of the advantage of nuclear power, at the very least for those Member States that wish to do so. The employees of the European nuclear industry that we represent are ready to play their part and contribute to the success of a just, efficient and fair low-carbon transition.

We therefore call on you and the entire European Commission to initiate a dialogue with the purpose of creating the conditions for nuclear energy to play its full potential in the central objective of the Green Deal, namely, to build a carbon-free Europe by 2050."

La lettre ci-après est la réponse à ce courrier. Nous notons avec satisfaction qu'un réexamen de cette classification est en cours et va donc dans le sens de notre demande.

"Dear co-signatories,

President von der Leyen has asked me to thank you for your letter and for sharing with us your views on the EU Taxonomy.

We have taken good note of your concerns, notably in relation to a possible exclusion of nuclear power from the EU Taxonomy.

Turning Europe into the first climate-neutral continent by 2050 is one of the Commission's priorities. The European Green Deal not only sets ambitious targets to cut emissions to reach this goal and restore environmental sustainability, but also entails measures to change the economic growth model and upgrade climate actions and the protection of the environment across our economy and society.

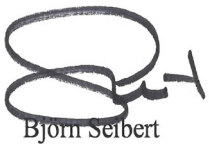
Sustainable finance is an essential element to fund and ensure the success and economic viability of the green transition and the EU Taxonomy has an important role to play in this respect. The credibility of the EU Taxonomy relies on its foundation in science and the fact that it identifies in a clear, credible and objective way, the activities aligned with the European Green Deal targets.

Nuclear energy activities are not included in this first Delegated Act. In line with the recommendation of the Technical Expert Group on Sustainable Finance, the Joint Research Centre, the Commission's scientific body, has prepared an in-depth report that evaluated the Do-No-Significant-Harm (DNSH) aspects of nuclear energy.

This report was reviewed by two external expert committees on radiation protection, health and environmental aspects. Decisions by the Commission on the treatment of nuclear energy for the purposes of the Taxonomy will be subject to and consistent with the results of this specific review process, in accordance with the EU Taxonomy Regulation.

We are grateful for the detailed feedback that you provided and hope to benefit from your
feedback also in the future.

Yours faithfully,



Bjorn Seibert

AVANTAGES pour nos adhérents

Modalités : contactez le secrétariat
Pour des informations actuelles ou complémentaires : voir www.cnc-nck.be membres avantages

1 PLAN DE PENSION :
Analyse de votre plan de pension pour 50 €).

2 COUVERTURE JURIDIQUE DU RISQUE PROFESSIONNEL :
Assurance complémentaire
- Dans le cadre de l'activité professionnelle, cette assurance se rapporte :
  - au recours civil,
  - à la défense pénale,
  - à la défense civile,
  - à la garantie conducteur,
  - aux contestations issues de la législation sociale et du contrat d'emploi.
- Prime annuelle : 35 €

3 HERTZ :
Location de voiture à -10% sur le prix national.

4 AVIS JURIDIQUE CONCERNANT LE DROIT DU TRAVAIL :
Cet avis juridique est étendu aux membres de la famille habitant sous le même toit que le membre de la CNC.

5 CARLSON WAGONLIT TRAVEL :
Réduction offerte sur divers voyages commandés via le site :
http://leisureatwork.cwtonline.be/index.aspx

6 FORMATIONS CNC :
La CNC organise régulièrement des sessions de formations. Celles-ci sont gratuites pour les membres (ou avec des frais de participation minima).
Les non-membres paient le plein tarif (min. 125 €)).

7 SESSIONS DE FORMATION "MULTICULTURELLE AWARENESS' DE LUC DE HAES, LEUVION :
VOIR WWW.LEUVION.COM :
En tant que membre de la CNC, celle-ci vous obtient 20 % de réduction sur une session de formation de Luc De Haes (au min. 8 participants CNC).

Plus d'informations ?
Contactez le secrétariat via info@cnc-nck.be.

LES PARTIS POLITIQUES DANS LE DÉBAT SOCIAL

Contributions des partis politiques qui ont répondu à notre appel.

PENSIONS

Une société solidaire protège ses aînés et veille à reconnaître l'investissement sociétal de toute une vie, quel qu'il soit. S'assurer que les travailleurs et travailleuses pensionné.e.s puissent poursuivre leur vie en s'impliquant dans les combats de ce siècle, disponibles pour les générations futures est une priorité pour les écologistes.

Les travailleurs doivent donc avant tout avoir droit à une pension légale, solide et garantie. Cessons de voir les enjeux du vieillissement uniquement comme un coût. C'est prioritairement un enjeu de bien être et de qualité de vie. Les gens ont le droit de profiter de ces années-là sans la pression des fins de mois critiques.

Rappelons que malgré l'augmentation de la pension minimum, 16% des pensionné.e.s vivent encore sous le seuil de pauvreté. Augmenter progressivement la pension minimum est donc également une priorité pour Ecolo-Green et nous soutenons les avancées et prévisions pour une augmentation de la pension minimum.

La Ministre en charge des pensions, Karin Lalieux, a annoncé quelques grandes lignes de la réforme à venir. Pour les écologistes, un débat sérieux, serein et précis doit aujourd'hui avoir lieu. Nous ne pouvons donc que survoler les premières annonces.

A priori donc, la réforme sera modeste. En rien une critique, un constat. Il n'y aura ni grand basculement ni retour en arrière sur l'âge légal de la retraite. Pas plus une réouverture du délicat débat sur la pénibilité (renvoyé vers les partenaires sociaux). C'était annoncé.

Néanmoins, nous pouvons déjà constater que certaines propositions sont intéressantes :

- La règle des 60 ans et 42 ans de carrière. Une proposition qui tient compte des réalités de ceux qui ont commencé à travailler très jeune ou pour les femmes qui ont bien souvent des carrières plus courtes. Restera à préciser les conditions et distinctions de la durée de « l'emploi effectif », dont la notion même est critiquable. C'est dans l'accord de gouvernement, il n'empêche qu'une réflexion qui ne détricote pas le principe même des périodes assimilées est à prévoir.
- La modification du dénominateur de la carrière pleine pour les temps partiels est un élément essentiel, majeur ! Il s'agira de clarifier techniquement si tous les temps partiels peuvent bénéficier d'une adaptation progressive à leur situation.

Sur la question du second pilier, les détails manquent. Le constat de la très grande inégalité fiscale entre le tout petit groupe des grands bénéficiaires et les autres (qui ont très peu ou rien) est dressé mais aucune piste ne semble ouverte pour la corriger. Il est vrai que la déclaration de politique générale ne le prévoit pas explicitement.

Egalement, à ce stade, nous estimons qu'une politique de reconnaissance de la dimension familiale dans le calcul des pensions est à prévoir. Le chantier semble

s'engager, nous pensons qu'il est une priorité et permettra une augmentation siginificative des pensions des femmes encore, à l'heure actuelle, en moyenne plus basses que celles des hommes.

ENERGIE

L'envolée des prix du gaz et de l'électricité est principalement due au fait que l'offre de gaz ne parvient plus à suivre la demande venue d'Asie, mais aussi d'Europe, qui explose avec la relance post-Covid de l'économie mondiale. C'est le dommage collatéral de la reprise. Les producteurs d'électricité ont aussi shifté du charbon vers le gaz (2x moins émetteur), ce qui augmente encore la pression.

En fait, nous payons aujourd'hui en Belgique le prix de 20 années de mauvaise gestion, non-investissements, et de dépendance à hauteur de 95 % des importations de gaz et d'uranium qui nous rendent vulnérables. Nous avons l'une des factures les plus élevées d'Europe. Si nous avions investi plus tôt dans le renouvelable, nous serions mieux armés contre ces hausses des prix du gaz et de l'uranium.

Pour nous, la priorité est donc d'investir dans le renouvelable puisque c'est la seule source d'énergie dont le prix ne cesse de baisser considérablement. Nous allons ainsi doubler l'éolien offshore en Mer du Nord. Par ailleurs, l'énergie la moins chère reste celle qu'on ne consomme pas. Nous devons aider les familles qui en ont le plus besoin à consommer moins, par le soutien à l'isolation de leur habitat. À Bruxelles, Alain Maron a augmenté les primes à l'isolation pour les bas revenus, et nous constatons déjà une augmentation de 41 % des budgets primes énergie. En Wallonie, Philippe Henry veut faire passer la moyenne wallonne en termes de PEB de F à A en 2050 (170 milliards € d'investissements et 40.000 emplois à la clé).

Ensuite, il y a une urgence sociale ! La hausse des prix est une réalité. Notre responsabilité, c'est de protéger les familles qui ont le plus de difficultés en priorité. 1 ménage sur 5 est déjà en situation de précarité énergétique en Belgique. Avant, 450.000 familles (pour la facture d'électricité) et 275.000 familles (pour les factures de gaz) avaient droit au tarif social sur base de leur statut. Aujourd'hui, grâce à la Vivaldi, 1 million de familles (soit 2 millions de Belges) qui gagnent moins de 1600€ brut/mois peuvent bénéficier du tarif social aussi à présent. L'élargissement s'est fait sur un critère de revenu de manière souvent automatique. La Ministre de l'énergie, Tinne Van der Straeten, propose de prolonger cette mesure (temporaire, durant la crise Covid) élargissant l'accès au tarif social (soit le prix plancher de l'énergie) pour protéger ces 2 millions de Belges aussi l'année prochaine 2022.

Enfin, la facture d'électricité est devenue une 2e feuille d'impôts et ça ne va pas. Nous voulons effectivement faire baisser la part fédérale de la facture d'électricité (notamment en remplaçant ces prélèvements par des accises sur les énergies fossiles). La transition énergétique ne doit pas être financée par le biais de la facture d'électricité, mais par les producteurs des énergies les plus polluantes. L'électricité verte et propre doit devenir moins chère. C'est la simple application du principe pollueur-payeur.

MR

Le MR est particulièrement attentif au secteur de l'énergie au sens large. Le MR veut garantir à tous les consommateurs un accès à une énergie peu chère, durable et accessible à tout moment.

1 Quand on sait que le coût de l'énergie est le 2e facteur de compétitivité des entreprises (après les salaires) et qu'il est le 3e facteur jouant dans la précarité des ménages, on arrive sans peine à la conclusion que la question du prix de l'énergie est un enjeu structurant de notre société.

Tant dans la production d'énergie – nous parlons aujourd'hui beaucoup de l'électricité mais c'est encore plus large – que dans les autres composantes de la facture du consommateur (ménage/entreprise/autres), nous veillons donc à ce que chaque composante (commodity, coûts de réseau, redevances, Impôt) reste sous contrôle.

C'est pour ces raisons que nous

sommes partisans de développer (ou maintenir) des unités de production locales qui fournissent une énergie peu chère. C'est aussi pour cela que nous soutenons des mécanismes comme la norme énergétique ou le cliquet inversé pour le gaz et l'électricité (comme dans les carburants).

2\ Une énergie accessible signifie que la sécurité d'approvisionnement doit être garantie. En effet, des risques de délestages ou de blackouts doivent absolument être évités au maximum. Il crée de graves insécurités et ont des impacts économiques et sociaux considérables.

Encore une fois, cela passe par des productions locales (surtout pour l'électrique qui ne se stocke pas en grandes quantités) qui assurent la sécurité d'approvisionnement.

3\ Le concept de durabilité englobe le triptyque « économie-social-environnemental ».

Nous nous inscrivons dans l'Accord de Paris. Ce qui signifie que nous devons tout mettre en œuvre pour décarboné totalement notre approvisionnement énergétique d'ici 2050. Pour rappel, il est actuellement carboné à environ 80% (consommation finale – parts du pétrole et du gaz).

Cela signifie également que nous n'acceptons pas n'importe quoi : aucune production d'énergie est 100% « propre ». Ainsi, le caractère durable permet aussi de pousser des productions d'énergie qui ont un impact limité sur l'environnement, dans la ligné du « Do Not Harm » de la Commission européenne (Green Deal).

Il en est de même pour les impacts sociaux et environnementaux au sens large. D'accord pour promouvoir une transition énergétique, mais pas contre le bien-être et la croissance économique au profit de nos concitoyens.

Tout est conciliable, à condition qu'on s'en donne les moyens. C'est le leitmotiv du MR.

En ce qui concerne les pensions, notre volonté est de toujours faire en sorte que le travail soit le plus possible considéré dans le calcul du montant de ces dernières. Nous refusons également de remettre en cause les pensions du deuxième pilier. S'attaquer aux pensions du deuxième pilier, c'est s'attaquer à 75% de la population active qui se constitue désormais un deuxième pilier de pension dans le cadre de son activité professionnelle.

La plus grande source d'injustice entre les pensionnés reste la différence entre les statuts. Il n'est pas normal qu'une même journée du même travail en tant que fonctionnaire puisse in fine rapporter plus au moment de la pension du premier pilier que cette journée de travail chez un salarié ou un indépendant.

Le 2ème pilier de pension est un instrument que nous soutenons pleinement, particulièrement dans son rôle réparateur face à la différence entre les statuts. Son élargissement était un des buts recherchés par le précédent Ministre des Pensions, Daniel Bacquelaine (cfr par exemple l'élargissement aux contractuels de la fonction publique), qinsi que par le Ministre Vandenbroucke lorsqu'il détenait ce portefeuille (2003). Cet élargissement reste une des priorités du MR pour cette législature.

Nous ne sommes cependant pas fermés à une révision dans son ensemble de tous les pans qui composent notre système de pensions. Si le PS souhaite faire des ajustements pour les futures pensions complémentaires, des mesures de proportions comparables devront être proposées concomitamment en matière de pensions de la fonction publique, mettant fin à toute forme de déséquilibre entre ces dernières et celles des salariés et indépendants.

open vld

Le travail doit porter ses fruits, y compris à la pension

Ceux qui ont travaillé toute leur vie méritent une bonne pension. C'est pourquoi le gouvernement De Croo fait pression pour que les pensions soient plus élevées. « Les pensions minimales augmenteront progressivement pour atteindre 1 500 euros nets par mois. Ce faisant, nous poursuivons une tendance amorcée par le gouvernement précédent. En outre,

depuis cette année, les pensions des indépendants sont également calculées de la même manière que celles des salariés. Nous avons ainsi éliminé une injustice majeure à l'encontre des travailleurs indépendants. Ce n'est que normal, car le travail, c'est le travail, quel que soit votre statut », déclare le président Egbert Lachaert. Nous continuons également à encourager l'épargne pour votre pension par l'intermédiaire de votre employeur ou de vous-même via les deuxième et troisième piliers. Ceux qui souhaitent continuer à travailler après l'âge de la retraite doivent également continuer à accumuler des droits à pension sur base des cotisations supplémentaires qu'ils versent.

Dans le même temps, nous devons également garantir la payabilité de nos pensions. À cette fin, nous voulons encourager les gens à travailler plus longtemps. Il ne s'agit pas d'une punition, mais d'une question de solidarité. Aujourd'hui, l'espérance de vie moyenne est de plus de 80 ans, mais la carrière moyenne dure à peine 30 ans. Aux Pays-Bas, par exemple, elle est de 40 ans.

« Il est essentiel que nous renforcions encore le lien entre le travail et la pension », déclare M. Lachaert. « Aujourd'hui, par exemple, on obtient une pension minimale après une carrière de 30 ans. Mais cela inclut de nombreuses périodes équivalentes d'inactivité, comme le chômage ou la maladie. Comme le prévoit l'accord de coalition, nous voulons ajouter une deuxième condition pour la pension minimale : un nombre effectif d'années de travail sur l'ensemble de la carrière. De cette manière, non seulement nous renforçons le lien entre le travail et la pension, mais nous rendons les pensions plus équitables et maîtrisons les coûts pour les générations futures. »

Débat sur l'énergie

Pour l'Open Vld, trois éléments sont importants dans le débat sur l'énergie. Nous devons être sûrs de notre approvisionnement et nous veillerons donc toujours à ce que les lumières restent allumées. Deuxièmement, l'énergie doit être disponible à un prix acceptable pour les familles et les entreprises. Troisièmement, nous devons nous engager pleinement dans la transition vers un système énergétique moderne avec une production aussi renouvelable, durable et flexible que possible.

En tout état de cause, cinq des sept réacteurs nucléaires seront fermés en 2025. Ils sont sérieusement dépassés ou présentent des défauts dans la cuve. Dans tous les cas, nous devons investir dans des capacités de production supplémentaires flexibles pour compenser leur fermeture. L'accord de coalition fédéral prévoit deux options pour les deux derniers réacteurs nucléaires. Si l'approvisionnement est garanti et que les prix restent sous contrôle, ces derniers pourraient également être fermés. Dans le cas contraire, les réacteurs les plus récents pourront être prolongés. Le gouvernement examinera l'impact de ces deux options cet automne et prendra ensuite une décision.

N-VA
DENKEN.DURVEN.DOEN.

Débat sur l'énergie

La politique énergétique devrait, en premier lieu, se concentrer sur une énergie abordable, durable et dont l'approvisionnement est garanti. Un mélange sain de sources d'énergie est, à notre avis, la meilleure stratégie. C'est pourquoi, en Flandre, nous travaillons sur davantage d'énergie renouvelable et nous continuons à travailler au niveau fédéral pour empêcher la sortie complète du nucléaire en 2025. Remplacer un mode de production sans émissions de CO2 par un mode de production avec des émissions de CO2, c'est-à-dire principalement des centrales électriques au gaz qui doivent également être subventionnées, ne nous semble pas justifiable au vu des défis auxquels nous sommes actuellement confrontés avec l'enjeu mondial du climat.

En tant que parti, nous sommes également convaincus qu'une partie de la solution au problème de l'énergie et du climat réside dans les percées technologiques et l'innovation. Par exemple, nous pensons que le rôle de l'hydrogène sera important pour décarboner un certain nombre de secteurs. Nos ports maritimes peuvent devenir un acteur important de cette solution.

Nous nous concentrons également sur l'efficacité énergétique. Une grande attention est accordée à l'industrie et au secteur du bâtiment, tant résidentiel que non résidentiel. Avec une extension des accords de politique énergétique d'une part, et avec des prêts énergétiques sans intérêt d'autre part, nous essayons de progresser dans ces secteurs.

Réforme des pensions

L'une des tâches les plus importantes de notre sécurité sociale est de garantir une pension payable et viable pour les générations actuelles et futures.

Malheureusement, ce défi n'est pas abordé en profondeur par le gouvernement fédéral. Après tout, le débat sur les pensions ne peut se résumer à l'augmentation de la pension minimale à 1 500 euros par mois, que celle-ci soit brute ou nette...

Outre la solidité du 1er pilier de la pension légale, il est essentiel de poursuivre le développement de la pension complémentaire (2ème pilier) et de l'épargne-pension individuelle (3ème pilier). Les ballons d'essai politiques concernant une taxe plus élevée sur les 2ème ou 3ème piliers qui servirait à financer le 1er pilier sapent la base de soutien et la solidarité entre les travailleurs.

Pour de nombreux employés et cadres, ces deuxième et troisième piliers sont cruciaux pour pouvoir garantir leur qualité de vie pendant leurs vieux jours, étant donné le montant plafonné de la pension légale, qui est proportionnel à leur salaire antérieur et aux cotisations sociales (non plafonnées) qu'ils ont versées précédemment.

Pour la N-VA, la sauvegarde des trois piliers de pension et le renforcement du lien entre les jours de travail effectifs et les cotisations sociales payées et la constitution de la pension légale sont donc les pierres angulaires du plan de pension tant attendu de la ministre Lalieux.

LA CNC: DONNEES ET FAITS.

- Quatrième alternative syndicale qui défend spécifiquement les intérêts des cadres depuis 1966.
- La CNC est une association indépendante.
- La CNC aide ses membres : par an +/-1000 interventions individuelles +/- 200 interventions au niveau collectif.
- Elle donne la parole à ses membres.

LES OBJECTIFS DE LA CNC.

- Amélioration des conditions de travail pour tous les travailleurs y inclus les cadres.
- La CNC est la seule organisation qui s'oppose à la discrimination fiscale et parafiscale.
- La défense de nos intérêts dans un contexte humanitaire sans appartenance à un parti politique défini.
- Notre association se bat pour être reconnue de façon légale en vue d'être présente à tous les niveaux de concertation sociale.
- La défense des cadres au niveau européen via la confédération européenne des cadres (CEC).
- Pension légale relevée en rapport avec les contributions des cadres.

LES SERVICES DE LA CNC.

- Assistance et conseils juridiques personnalisés.
  - Conclusion d'un contrat de travail
  - Élaboration d'une séparation à l'amiable
  - Détachement et modification de fonction
  - Changement de fonction et délocalisation
  - Plan de pension (complémentaire)
  - Entretien d'évaluation
  - Licenciement et outplacement
  - Package voiture de société
  - Restructuration
- Services collectifs de la CNC.
  - Organisation d'une association de cadres
  - Réorganisation de l'entreprise
  - Analyse des conventions collectives de travail
  - Fermeture ou vente de l'entreprise
- La CNC est présente au conseil d'entreprise et soutient les candidats aux élections sociales.

NCK CNC

CONFÉDÉRATION NATIONALE DES CADRES

Boulevard Lambermont 171 boîte 4
1030 Bruxelles

Président:
Pierre Pirson

Vice-Présidents:
Natascha Van Horenbeeck (NL)
Koen Grégoir (NL)
Philippe Hendrickx (FR)

SERVICE JURIDIQUE

Nikolaas Van Steenkiste (NL)
Frédéric Baudoux (FR)

SECRÉTARIAT NATIONAL

Mariem Guerroum (FR)
Bas Pauwels (NL)

Tél.: 02/420.43.34.
Fax: 02/420.46.04.
E-mail: info@cnc-nck.be
Website: www.cnc-nck.be
Compte bancaire: BE05 2100 6830 0075

E.R.: Pierre Pirson, Boulevard Lambermont 171 boîte 4, 1030 Bruxelles

MONTANTS DES COTISATIONS (€)	Virement bancaire	Domiciliation	
	Annuel	Annuelle	Mensuelle
Membre actif	125	115	9,75
Moins de 30 ans	62	52	4,50
Retraité	52	42	3,50
Chômeur indemnisé, malade de longue durée	62	52	4,50
Epoux et épouse cadres	145	135	11,50

Ont collaboré à la réalisation de ce numéro:
Bairiot Jean-François (MR), Cornet Cécile (Ecolo), Glibert Roland, Gouat Philippe, Hendrickx Philippe, Lobé Pascale, Pauwels Bas, Pirson Pierre, Van Wichelen Lieven (NVA), Van Wing Thomas (Openvld),

La reproduction des articles est autorisée moyennant citation de la source et envoi d'un justifi catif à la CNC.
Les articles sont publiés sous la responsabilité de leurs auteurs et ne reflètent pas nécessairement la position de la CNC.